

être considéré comme un interlocuteur légitime, c'est-à-dire à partir de 2015-2020, il a été attaqué par les grands intérêts industriels qui se sont sentis menacés. C'est comme Claude Allègre (un scientifique et politique français de renom dont les mensonges ont été sévèrement dénoncés par ses pairs, Ndlr) en son temps, ainsi que plein d'autres aux États-Unis. Des gens n'hésitent pas à soutenir les plus grandes contre-vérités dans l'espace public", déplore de son côté Frédéric Caille, maître de conférences en science politique à l'Université Savoie-Mont-Blanc.

#### Guerre culturelle

Dans un article intitulé "Les pétrosavants, alliés des climatocéptiques contre les énergies renouvelables" publié dans le média de vulgarisation scientifique *The Conversation*, le chercheur va jusqu'à assimiler la déferlante de livres climatocéptiques à une "guerre culturelle". "Ces ouvrages montrent indirectement qu'une grande partie du travail des lobbies se situe au niveau des imaginaires et des projections que la population peut se faire sur son avenir. J'ai beaucoup travaillé sur l'histoire des énergies renouvelables, il est important de comprendre qu'il y a des choix politiques qui ont été faits. Les énergies fossiles ne se sont pas imposées d'elles-mêmes, des alternatives intéressantes ont été négligées ou laissées de côté pour des raisons politiques et économiques. Si on ne comprend pas les rapports de force qui sont en jeu, on ne peut pas comprendre la guerre de connaissances qui a lieu depuis quelques années pour tenter d'infléchir la transition vers des énergies décarbonées."

Bernard Feltz, professeur émérite de l'Institut supérieur de philosophie de l'UCLouvain et spécialiste des enjeux philosophiques et politiques du réchauffement climatique, juge lui aussi que cette multiplication des livres climatocéptiques dans les grosses librairies n'est pas anodine. "Il est évident que sur le plan environnemental, on est dans une phase très frileuse. C'est impressionnant à observer: en 2018 ou 2019, 200 000 jeunes et moins jeunes sont descendus dans les rues pour manifester pour le climat. Et quelques années plus tard, on ne parle pratiquement plus d'environnement dans les programmes gouvernementaux. Le succès des ouvrages climatocéptiques illustre bien ce repli. Mais il illustre également la grande puissance des lobbies en matière de climat. Dans les années 90, quand Total s'est rendu compte

que les scientifiques avaient raison à propos du réchauffement climatique, l'entreprise a payé des chercheurs pour qu'ils sèment le doute et retardent la prise de conscience de la population de telle sorte que les carburants et autres produits pétroliers puissent continuer à se vendre", rappelle-t-il.

#### Le rôle des libraires

Les libraires indépendants constatent eux aussi ces dérives. "Le problème, c'est que sur Amazon, il n'y a aucun contrôle de la qualité des livres vendus. Chez Tropismes (une librairie bruxelloise, Ndlr), il nous arrive de proposer des livres plus optimistes que d'autres à propos du climat, mais aucun livre qui mette en avant ouvertement des fake news. Et quand on sait qu'une maison d'édition a des sympathies d'extrême droite ou a tendance à propager des fake news, on refuse automatiquement ses livres. C'est la liberté du libraire indépendant. Par contre, si un client nous commande un ouvrage quel qu'il soit, on le lui fournira", explique Camille, libraire responsable du rayon environnement/climat chez Tropismes.

"Nous avons une liberté totale d'approvisionnement. On reçoit les représentants des maisons d'édition et à force d'expérience, on connaît les maisons et leurs lignes et on sait à qui on peut faire confiance. Amazon étant devenu un éditeur, il propose des livres dont les libraires n'entendent jamais parler. Les livres conspirationnistes, on ne les voit même pas passer", s'étonne de son côté Régis Delcourt, cogérant de la librairie Point-Virgule à Namur.

#### L'erreur du Giec

"S'il y a une seule chose qu'on peut laisser à ces climatocéptiques, c'est de reconnaître qu'ils ont raison quand ils disent que le Giec s'est trompé", concède toutefois Sébastien Doutreloup. Mais cette erreur n'est pas celle que dénoncent les climatocéptiques dans leurs ouvrages. "En réalité, les scientifiques se sont montrés trop optimistes par rapport à la vitesse réelle du réchauffement climatique. De nouvelles observations montrent que la Terre est en train d'atteindre des seuils qu'elle n'était pas censée franchir avant 20 ou 30 ans. La réalité a donc de l'avance sur les prévisions. En 2024, on a atteint au niveau mondial le seuil de 1,5 °C de réchauffement alors qu'on estimait que cela n'arriverait qu'en 2040. Le climat évolue beaucoup trop vite et plus on attend pour agir, plus on risque de se retrouver le bec dans l'eau", prévient le climatologue.

Maïli Bernaerts

## La superficie de forêt amazonienne incendiée a bondi en 2024

**Environnement** En un an, une superficie supérieure à l'Italie est partie en fumée.

Plus de 30 millions d'hectares sont partis en fumée au Brésil en 2024, soit une superficie supérieure à celle de l'Italie, selon un rapport de la plateforme de surveillance MapBiomas publié ce mercredi. Il s'agit de la plus grande surface détruite par les flammes dans le pays d'Amérique latine sur un an depuis 2019.

Avec quelque 17,9 millions d'hectares ravagés par les flammes, l'Amazonie, écosystème crucial pour la régulation du climat représente 58 % du total des zones brûlées en 2024 et plus que l'ensemble des surfaces brûlées en 2023, précise l'étude.

L'année 2024 a été "atypique et alarmante", résume Ane Alencar, coordinatrice de MapBiomas Incendie, la plateforme de surveillance de l'Observatoire du climat brésilien. Selon les données officielles, plus de 140 000 départs de feux ont été enregistrés en 2024, du jamais vu en 17 ans et une augmentation de 42 % comparé à 2023. La plateforme de surveillance de l'Observatoire du climat brésilien s'inquiète en particulier de l'impact de ces incendies sur les forêts, des zones de végétation clés pour l'absorption et le stockage naturel de CO<sub>2</sub>, qui pourrait encore déstabiliser davantage le système climatique terrestre. Quelque 8,5 millions d'hectares ont en effet été dévastés en 2024, contre 2,2 millions en 2023. Il s'agit par ailleurs de la première fois que la superficie de forêts carbonisées est plus importante que celle de pâturages. "C'est un indicateur négatif, parce qu'une fois que les forêts succombent au feu, elles restent très vulnérables à de nouveaux incendies", prévient Ane Alencar.

Selon l'observatoire européen de surveillance du climat Copernicus, les feux de forêt en Amérique du Sud ont été notamment alimentés par de graves sécheresses.

D'épais panaches de fumée ont parfois enveloppé des grandes villes comme Brasília, Rio de Janeiro ou São Paulo d'une pollution étouffante pendant plusieurs semaines.

Ces feux sont "une démonstration de la gravité du changement climatique" mais leur déclenchement est l'œuvre de "criminels", précisait la ministre de l'Environnement, Marina Silva, en octobre dernier, alors que près des deux tiers du territoire du Brésil étaient affectés par la fumée émanant d'incendies hors norme.

#### Incendies criminels

Dans de nombreux cas, les incendies sont causés par des éleveurs qui utilisent le brûlis pour nettoyer les pâturages, une pratique pourtant interdite sur l'ensemble du territoire brésilien. Une partie des incendies est également attribuée à une frange criminelle du secteur agro-industriel qui tente de s'approprier des forêts publiques pour les transformer en pâturages. Enfin, il arrive que des individus provoquent sciemment des incendies pour des motifs inconnus des autorités brésiliennes.

Ces résultats sont particulièrement mauvais pour le président Luiz Inacio Lula da Silva, alors que

la ville amazonienne de Belem doit accueillir la conférence des Nations unies sur le climat Cop30 en novembre. C'est d'ailleurs l'État du Para (nord), dont Belem est la capitale, qui a le plus souffert des incendies en 2024, avec 7,3 millions d'hectares dévastés, soit près d'un quart du total national.

Le dirigeant de gauche Lula a fait de la protection de l'environnement l'une des priorités de son mandat. La déforestation s'était d'ailleurs inscrite en baisse de plus de 30 % sur un an au mois d'août, d'après les statistiques officielles, un plus bas en neuf ans. En septembre, il avait cependant reconnu que le Brésil n'était pas "prêt à 100 %" à lutter contre une vague de feux de forêts, que le gouvernement a imputée au "terrorisme climatique".

Ma. Be. (avec agences)

# 17,9

millions d'hectares incendiés

Avec quelque 17,9 millions d'hectares ravagés par les flammes, l'Amazonie représente 58 % du total des zones brûlées en 2024.